

# 2

## Panorama 2021

Siège de l'OMC à Genève.

**24**

Événements de 2021

**26**

L'année en bref

**27**

Négociations et discussions  
commerciales

**28**

Mise en œuvre  
des Accords de l'OMC  
et suivi du commerce

**29**

Règlement des différends

**30**

Soutien au développement  
et renforcement des  
capacités commerciales

**31**

Communication

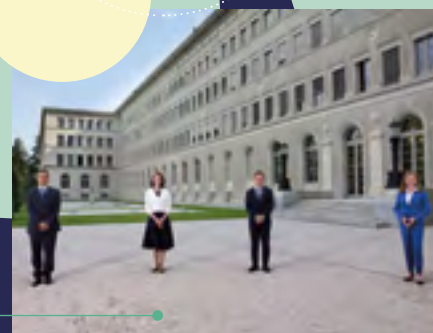




# Événements de 2021

## Avril

La DG Okonjo-Iweala appelle à prendre des mesures pour éliminer les obstacles au commerce lors d'une activité sur l'équité vaccinale organisée à l'OMC.



## Janvier

Près de 80 Membres de l'OMC s'engagent conjointement à ne pas imposer de restrictions à l'exportation pour les produits alimentaires achetés par le Programme alimentaire mondial des Nations Unies.

## Février

D<sup>re</sup> Ngozi Okonjo-Iweala est nommée Directrice générale de l'OMC et devient la septième personne à occuper ce poste.

## Mars

La DG Okonjo-Iweala prend ses fonctions le 1<sup>er</sup> mars 2021.

Dacio Castillo (Honduras) est élu Président du Conseil général.

## Mai

La DG Okonjo-Iweala désigne quatre Directeurs généraux adjoints: Angela Ellard (États-Unis), Anabel González (Costa Rica), Jean-Marie Paugam (France), Xiangchen Zhang (Chine).

Au Sommet mondial sur la santé, la DG Okonjo-Iweala appelle les dirigeants du G-20 à s'attaquer aux inégalités en matière de vaccins.

## Juin

L'Union européenne et les États-Unis annoncent le règlement du différend sur les subventions aux aéronefs civils gros porteurs.

L'OMS, l'OMPI et l'OMC planifient leur collaboration pour lutter contre la pandémie de COVID-19.

La Banque mondiale, le FMI, l'OMS et l'OMC appellent à agir d'urgence pour accélérer l'accès aux vaccins dans le monde.



## Août

Le Baromètre du commerce des marchandises de l'OMC affiche une valeur record, confirmant la solidité de la reprise du commerce.



## Octobre

La DG Okonjo-Iweala se félicite des discussions constructives menées lors de sa visite officielle en Inde.

Un nouveau rapport de l'OMC sur le G-20 montre une certaine retenue dans l'introduction de nouvelles restrictions commerciales liées à la pandémie.

Les dirigeants du FMI, de la Banque mondiale, de l'OMS et de l'OMC se réunissent à Rome pour discuter de l'accélération de la fourniture et du déploiement de vaccins contre la COVID-19.

La DG assiste au Sommet des dirigeants du G-20 à Rome.



## Décembre

La RDP lao est le premier pays moins avancé à devenir partie aux accords sur les technologies de l'information.

Les négociations sur la réglementation intérieure dans le domaine des services se concluent avec succès.

Publication de déclarations ministérielles sur trois initiatives environnementales.

La douzième Conférence ministérielle est reportée en juin 2022.



## Juillet

La DG Okonjo-Iweala prononce un discours d'orientation au Forum politique de haut niveau des Nations Unies pour le développement durable.

Un dialogue OMC-OMS intensifie les efforts pour accroître la production de vaccins contre la COVID-19 et assurer un accès équitable.

La DG Okonjo-Iweala convoque une réunion des ministres à Genève pour faire avancer les négociations sur la réduction des subventions à la pêche préjudiciables.

Le FMI, la Banque mondiale, l'OMS et l'OMC lancent un site Web commun de renseignements sur les vaccins.

## Septembre

Un symposium célèbre les 25 ans de l'Accord sur les technologies de l'information.

Au Sommet mondial virtuel sur la COVID-19, la DG Okonjo-Iweala appelle à un accès rapide aux vaccins dans le monde.

L'OMC tient le Forum public 2021 sur le thème «Le commerce au-delà de la COVID-19: développer la résilience».



## Novembre

La DG Okonjo-Iweala souligne le rôle du commerce dans l'action pour le climat à la COP26.

L'OMC et le FMI lancent un outil pour le suivi du commerce des vaccins, une nouvelle base de données sur les flux transfrontières de vaccins contre la COVID-19.

Un projet d'accord sur les subventions à la pêche est porté à l'attention des Ministres en vue de la CM12.

Le Conseil général décide de reporter la CM12 après l'apparition du variant Omicron de la COVID-19.

# L'année en bref

- Le Conseil général a désigné D<sup>re</sup> Ngozi Okonjo-Iweala (Nigéria) Directrice générale, ce qui en a fait la première femme et la première Africaine à occuper ce poste.
- Les Membres de l'OMC ont souligné leurs préoccupations concernant l'incidence de la COVID-19 et ont cherché à élaborer une réponse commerciale efficace à la pandémie.
- Les Membres ont fait progresser les négociations sur des sujets clés tels que les subventions à la pêche et l'agriculture dans la perspective de la douzième Conférence ministérielle de l'OMC (CM12), qui devait avoir lieu à la fin de 2021, mais a ensuite été reportée.
- Après le report de la Conférence en raison de la COVID-19, les Membres ont poursuivi leurs travaux en vue d'obtenir des résultats dans les négociations et sont convenus que la CM12 se tiendrait du 12 au 15 juin 2022.
- La DG a lancé une évaluation externe du Secrétariat de l'OMC visant à identifier les domaines dans lesquels des gains d'efficacité étaient possibles. L'Unité de la transformation a été établie pour donner suite aux recommandations des consultants.

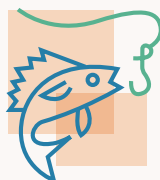


## Négociations et discussions commerciales

- Depuis l'apparition de la COVID-19, les Membres ont travaillé dur pour élaborer une réponse commerciale efficace à la pandémie.
- À sa première réunion en tant que Présidente du Comité des négociations commerciales, en mars 2021, la DG Okonjo-Iweala a dit aux Membres de l'OMC qu'ils devraient se concentrer sur ce pour quoi l'Organisation avait été créée, à savoir élever les niveaux de vie des populations.
- Les Membres de l'OMC ont œuvré pour obtenir des résultats significatifs à la douzième Conférence ministérielle (CM12) – qui devait initialement avoir lieu à la fin de novembre 2021 – sur les subventions à la pêche, l'agriculture et d'autres questions.
- En raison de la COVID-19, la CM12 a été reportée, mais les Membres ont continué de travailler pour obtenir des résultats dans les négociations.

Tout au long de l'année, les Membres ont fait de la réponse de l'OMC à la pandémie une priorité, y compris s'agissant de lutter contre les inégalités dans la production et la distribution de vaccins ainsi que dans les droits de propriété intellectuelle, et de permettre une reprise économique mondiale plus inclusive. Ils ont souligné la nécessité d'élaborer une réponse globale à la pandémie et ont reconnu que cela exigeait une approche holistique.

Les Membres de l'OMC ont consacré beaucoup de temps à l'examen de deux propositions concernant la COVID-19 : un appel de l'Afrique du Sud et de l'Inde en faveur d'une dérogation à certaines dispositions de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et une proposition de l'Union européenne visant à limiter les restrictions à l'exportation de vaccins et de traitements liés à la COVID-19. L'Ambassadeur David Walker – désigné comme facilitateur – a collaboré étroitement avec les Membres pour identifier les points d'accord possibles sur le commerce des vaccins. La DG Okonjo-Iweala a également entamé des discussions avec un petit groupe de Membres, la « Quadrilatérale », pour trouver des moyens de simplifier la manière dont les gouvernements peuvent déroger aux droits conférés par un brevet,



### 14

La prohibition des subventions à la pêche qui contribuent à la surpêche est un élément clé de l'Objectif de développement durable 14.



sous certaines conditions, pour diversifier la production de vaccins contre la COVID-19.

Les Membres ont travaillé de manière intensive pour élaborer des projets de disciplines sur la réduction des subventions à la pêche préjudiciables conformément au mandat énoncé dans les Objectifs de développement durable de l'ONU. En juillet, la DG a convoqué une réunion des ministres à Genève pour faire avancer les négociations. En novembre, le Président des négociations, l'Ambassadeur Santiago Wills, a publié un projet d'accord comme base pour les travaux des Ministres à la CM12.

Les Membres n'ont pas non plus ménagé leurs efforts sur la réforme de l'agriculture, le traitement spécial en faveur des pays en développement et les services, dans le but de parvenir à une convergence sur des résultats significatifs à la CM12. Ils ont également exprimé le souhait de travailler sur la réforme de l'OMC et ont réaffirmé la nécessité de résoudre les problèmes liés au règlement des différends.

Des groupes de Membres ont poursuivi leurs travaux sur le commerce électronique, la réglementation intérieure dans le domaine des services – à propos de laquelle les négociations sur la réduction des coûts administratifs se sont achevées avec succès –, la facilitation de l'investissement pour le développement, les micro, petites et moyennes entreprises, et le commerce et l'égalité des genres. Trois initiatives environnementales de l'OMC – sur le commerce et la durabilité environnementale, la pollution par les plastiques et la réforme des subventions aux combustibles fossiles – ont donné lieu à la publication de déclarations ministérielles en décembre.

Le 26 novembre, la détérioration de la situation concernant la COVID-19 et la mise en place de nouvelles restrictions en matière de voyages ont conduit le Président du Conseil général, M. Dacio Castillo, et la DG à recommander le report de la CM12, suggestion à laquelle les Membres ont souscrit. Malgré ce report, les Membres ont poursuivi leurs efforts pour obtenir des résultats dans les négociations.

Voir les pages 46 à 77.

## Mise en œuvre des Accords de l'OMC et suivi du commerce

➤ **Le 15 février 2021, le Conseil général a désigné D<sup>re</sup> Ngozi Okonjo-Iweala (Nigéria) Directrice générale, ce qui en a fait la première femme et la première Africaine à occuper ce poste.**

➤ **Tout au long de 2021, la COVID-19 et les préparatifs de la douzième Conférence ministérielle (CM12) ont été au centre des discussions aux réunions du Conseil général.**

➤ **Le Président du Conseil général, M. Dacio Castillo, a fait rapport sur les questions prioritaires identifiées par les Membres pour la CM12, y compris la réponse de l'OMC à la pandémie, les subventions à la pêche et la réforme de l'agriculture.**

**L**e 15 février 2021, les Membres de l'OMC sont convenus par consensus de désigner D<sup>re</sup> Ngozi Okonjo-Iweala (Nigéria) Directrice générale de l'Organisation. Cette dernière est ainsi devenue la septième personne, la première femme et la première Africaine à occuper ce poste.

En mars 2021, le Conseil général est formellement convenu que la CM12, qui devait initialement avoir lieu au Kazakhstan en juin 2020, se tiendrait à Genève du 30 novembre au 3 décembre 2021.

Le Président du Conseil général, Dacio Castillo (Honduras), a fait rapport sur les questions prioritaires identifiées par les Membres pour la CM12, y compris la réponse de l'OMC à la pandémie, la réforme de l'OMC et les principaux domaines de négociation tels que la réduction des subventions à la pêche, la réforme de l'agriculture et le traitement spécial en faveur des pays en développement. Le Président a désigné l'Ambassadeur David Walker (Nouvelle-Zélande) comme facilitateur chargé de diriger les efforts des Membres de l'OMC dans la recherche d'un accord sur une réponse de l'Organisation à la pandémie.

En septembre, un processus visant à préparer un document final possible pour la CM12 a été lancé. Toutefois, à la fin de novembre, la CM12 a été reportée en raison de la pandémie. Malgré ce report, la DG, le Président du Conseil général et les autres présidents des organes de l'OMC ont exhorté les Membres à poursuivre leurs travaux dans leurs domaines respectifs. À une réunion du Conseil général tenue le 23 février 2022, les Membres de l'OMC sont convenus que la CM12 se tiendrait à la mi-juin à Genève.

Tout au long de l'année, l'OMC a continué de suivre les mesures liées à la COVID-19 prises par les gouvernements. D'après son dernier rapport de suivi du commerce, publié en novembre, les Membres de l'Organisation ont fait preuve de modération dans l'imposition de nouvelles mesures restrictives pour le commerce liées à la COVID-19 et ont continué d'éliminer les restrictions adoptées plus tôt pendant la pandémie. À la mi-octobre 2021, 205 mesures de facilitation des échanges visant des échanges de marchandises estimés à 112 milliards d'USD étaient toujours en vigueur, contre 56 mesures restrictives pour le commerce visant des échanges estimés à 92 milliards d'USD.

Au Conseil des ADPIC, une convergence a été recherchée sur la meilleure façon d'utiliser le système mondial de la propriété intellectuelle pour lutter contre la COVID-19. Bien que toutes les délégations soient restées attachées à l'objectif commun consistant à garantir un accès sûr et en temps utile à des vaccins et à des médicaments de qualité et abordables pour tous, un désaccord persistait sur la question de savoir si une dérogation à certaines dispositions de l'Accord sur les ADPIC était le moyen le plus efficace de remédier à la pénurie et à la distribution inégale des vaccins et d'autres produits liés à la COVID-19.

À une réunion informelle du Conseil général tenue en janvier 2022, la DG Okonjo-Iweala s'est adressée aux Membres en ces termes : « Nous ... devons ... intensifier nos efforts de toute urgence pour apporter notre contribution à un résultat multilatéral sur la propriété intellectuelle et d'autres questions afin de soutenir pleinement les efforts déployés au niveau mondial pour lutter contre la COVID-19 ».

Voir les pages 78 à 143.

## Règlement des différends

- Les Membres de l'OMC ont soumis neuf différends en 2021, contre cinq en 2020. En moyenne, 41 procédures de groupe spécial et d'arbitrage étaient en cours chaque mois.
- Sept rapports de règlement des différends relatifs à neuf différends distincts ont été distribués en 2021.
- Les Membres n'ont pas pu s'entendre sur le lancement d'un processus de sélection pour l'Organe d'appel; ce dernier n'a pas pu connaître des appels interjetés.

En 2021, les Membres de l'OMC ont déposé neuf demandes de consultations, première étape du processus de règlement des différends, contre cinq en 2020. Sept rapports de règlement des différends relatifs à neuf différends distincts ont été distribués en 2021, contre 11 en 2020. Pendant la période considérée, l'Organe de règlement des différends (ORD) a adopté un rapport de groupe spécial; il a été fait appel des six autres rapports.

Compte tenu des mesures de confinement, des restrictions en matière de voyages et de l'accès limité aux locaux de l'OMC en raison de la pandémie de COVID-19, les groupes spéciaux et les arbitres ont élaboré des procédures qui ont permis de poursuivre les travaux dans la plupart des différends, y compris de procéder à des échanges additionnels de communications écrites au lieu de réunions de fond en présentiel ou à distance. Les groupes spéciaux et les arbitres ont tenu 23 réunions de fond à distance avec des parties à 21 différends distincts.

L'ORD a établi des groupes spéciaux dans 10 procédures. En outre, un groupe spécial dit «de la mise en conformité» a été établi pour déterminer si la Chine s'était conformée aux recommandations et décisions antérieures dans l'affaire «Chine – Contingents tarifaires visant certains produits agricoles», introduite par les États-Unis.



En 2021, des déclarations d'appel ont été déposées dans huit différends. En l'absence de consensus entre les Membres de l'OMC pour lancer le processus de sélection des membres de l'Organe d'appel, les sept postes au sein de ce dernier sont restés vacants en 2021 et l'Organe d'appel n'a pas pu connaître des appels interjetés. Au 31 décembre 2020, des appels dans 24 différends étaient en suspens devant l'Organe d'appel.

En 2021, les parties à quatre différends ont informé l'ORD qu'elles étaient convenues d'utiliser l'«Arrangement multipartite concernant une procédure arbitrale d'appel provisoire». En vertu de cet arrangement, les parties aux différends en question sont convenues de recourir à l'arbitrage au titre de l'article 25 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends pour statuer sur les appels de tout rapport final du groupe spécial publié dans le différend. Il y aura un arbitrage uniquement si l'Organe d'appel n'est pas en mesure de connaître d'un appel.

En juin, les États-Unis et l'Union européenne ont annoncé un «mémorandum d'accord» concernant leur différend dans le cadre de l'OMC au sujet des subventions accordées pour les aéronefs civils gros porteurs, qui a, entre autres choses, suspendu les droits institué à titre de rétorsion en rapport avec ce différend pendant cinq ans. «Je me réjouis que l'Union européenne et les États-Unis aient pu résoudre leur différend sur la production des aéronefs commerciaux gros porteurs. Il s'agit de l'une des affaires les plus longues et les plus difficiles de l'histoire de l'OMC, mais les deux parties ont montré que même les différences apparemment les plus insurmontables pouvaient être résolues», a dit la DG Okonjo-Iweala.

À la fin de 2021, 607 différends au total avaient été soumis dans le cadre des procédures de règlement des différends de l'OMC depuis l'entrée en vigueur des Accords de l'Organisation en 1995.

Voir les pages 144 à 151.



7

Sept rapports de règlement des différends relatifs à neuf différends distincts ont été distribués en 2021.



9

En 2021, les Membres de l'OMC ont soumis neuf différends.



## Soutien au développement et renforcement des capacités commerciales

- En 2020, la baisse des exportations due à la pandémie de COVID-19 a été plus forte pour les pays les moins avancés (PMA) que pour le reste du monde.
- Les décaissements au titre de l'Aide pour le commerce sont passés de 45,3 milliards de dollars EU en 2018 à 45,7 milliards de dollars EU en 2019.

En 2020, les exportations des PMA ont diminué dans une plus grande proportion que celles du reste du monde, les exportations de services commerciaux de ces pays ayant reculé de 35 %, contre 20 % à l'échelle mondiale. Les exportations de services de voyage ont été les plus durement touchées, affichant une baisse de 62 %. Globalement, la part des 46 PMA dans les exportations mondiales est tombée de 0,96 % en 2019 à 0,91 % en 2020. Les PMA ont souligné qu'une coopération mondiale était nécessaire pour soutenir leur reprise après la crise et promouvoir leur développement socioéconomique.

En novembre, s'adressant au Comité du commerce et du développement, la DG Okonjo-Iweala a souligné le rôle clé de cette coopération dans le système commercial multilatéral. Elle a encouragé les pays en développement, et en particulier les PMA, à tirer le meilleur parti de l'assistance fournie par l'OMC. « Au bout du compte, nos travaux à l'OMC doivent avoir un impact réel sur la vie des gens et doivent apporter de réels bénéfices, notamment aux pays pauvres », a déclaré la DG.

À la fin de 2018, le montant total de l'Aide pour le commerce décaissée en faveur des pays en développement avait atteint 493,4 milliards de dollars EU. Les décaissements en faveur des PMA sont passés de 13,5 milliards de dollars EU en 2018 à 13,9 milliards de dollars EU en 2019.



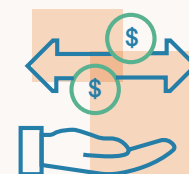
Le Cadre intégré renforcé (CIR), une initiative interorganisations, a continué de soutenir l'intégration du commerce et le renforcement des capacités de production dans les PMA. Plus de 13 000 micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ont bénéficié d'un soutien, ce qui a contribué à la création de plus de 31 000 emplois. Au total, 36 nouveaux projets d'une valeur cumulée de plus de 10 millions de dollars EU ont été approuvés en 2021.

Une autre initiative regroupant plusieurs organismes, le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF), a approuvé une enveloppe de 1,6 million de dollars EU pour des projets visant à améliorer la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé des animaux et la préservation des végétaux, et à aider les pays en développement à satisfaire aux prescriptions sanitaires et phytosanitaires dans le cadre du commerce mondial.

Le Secrétariat de l'OMC a organisé 211 activités d'assistance technique, y compris des cours d'apprentissage en ligne, pour aider les fonctionnaires gouvernementaux à mieux comprendre les règles de l'OMC et le système commercial multilatéral, qui ont rassemblé environ 11 700 participants. Le nombre de cours d'apprentissage en ligne a augmenté d'environ 25 % pour passer à 132. L'Afrique était le principale bénéficiaire des activités globales d'assistance technique, devant la région Asie-Pacifique.

Une nouvelle publication de l'OMC a mis en évidence les coûts élevés du commerce à la charge des pays en développement sans littoral en raison de leur isolement par rapport aux principaux marchés mondiaux. Le rapport soulignait l'importance de la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges pour faciliter la circulation transfrontières des marchandises et la nécessité d'améliorer la connectivité des transports et la technologie numérique dans ces pays.

Voir les pages 152 à 173.



# 13,9

Les décaissements au titre de l'Aide pour le commerce en faveur des PMA ont atteint 13,9 milliards de dollars EU en 2019.



# 11 700

Environ 11 700 participants ont bénéficié des activités de formation de l'OMC en 2021.

## Communication

- **La DG Okonjo-Iweala et les dirigeants du FMI, du Groupe de la Banque mondiale et de l'OMS ont annoncé en juin 2021 la création de l'Équipe spéciale multilatérale des dirigeants sur la COVID-19.**
- **Le quatrième Dialogue sur le commerce entre l'OMC et les milieux d'affaires a attiré plus de 80 représentants d'entreprises pour discuter de la réponse de l'Organisation à la COVID-19 et de ses travaux futurs.**
- **Le Forum public 2021 avait pour thème «Le commerce au-delà de la COVID-19: développer la résilience» et a attiré près de 350 participants en présentiel et plus de 2 600 participants à distance.**

**E**n juin 2021, les dirigeants du Fonds monétaire international (FMI), du Groupe de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'OMC ont annoncé qu'ils dirigeraient une équipe spéciale multilatérale des dirigeants sur la COVID-19. L'Équipe spéciale a rencontré les dirigeants des principaux fabricants de vaccins pour discuter de l'amélioration de l'accès aux vaccins contre la COVID-19, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure.

Toujours en juin, les dirigeants de l'OMS, de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et de l'OMC sont convenus de collaborer à une série d'ateliers visant à accroître les flux de renseignements concernant la pandémie et de mettre en place une plateforme d'assistance technique tripartite en faveur des gouvernements Membres pour répondre à leurs besoins en matière de technologies médicales, comme les vaccins.

La DG Okonjo-Iweala a souligné le rôle du commerce et de l'OMC dans un large éventail d'approches concernant l'action pour le climat, y compris la réduction des émissions de carbone, l'adaptation au changement climatique et le financement du commerce.



Lors de réunions avec les dirigeants mondiaux et les parties prenantes au Sommet de l'ONU sur le climat, qui s'est tenu en novembre à Glasgow, elle a appelé à des engagements ambitieux mais équitables pour garantir une transition verte qui soit juste et inclusive pour toutes les économies.

Le quatrième Dialogue sur le commerce avec les milieux d'affaires a eu lieu en collaboration avec la Chambre de commerce internationale. Plus de 80 représentants d'entreprises ont discuté de la réponse de l'OMC à la COVID-19, des résultats livrables pour la douzième Conférence ministérielle (CM12) et du futur programme de travail de l'Organisation.

Le Forum public 2021, qui avait pour thème «Le commerce au-delà de la COVID-19: développer la résilience», s'est tenu sous une forme hybride. Il a rassemblé près de 350 participants en présentiel et plus de 2 600 participants à distance. Au total, 105 séances ont été organisées.

En août, la DG a assisté à une réunion organisée par la Chancelière allemande Angela Merkel sur la manière de favoriser une reprise économique équitable après la pandémie de COVID-19. En octobre, elle a aussi assisté au Sommet des Chefs d'États et de gouvernements du G-20 à Rome, au cours duquel les stratégies visant à accélérer la fourniture et le déploiement des vaccins contre la COVID-19, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, ont été examinées.

L'intérêt pour l'OMC a continué de croître, le site Web de l'Organisation ayant enregistré 3,23 millions de visites par mois, soit 4 % de plus qu'en 2020. La page sur «La COVID-19 et le commerce mondial» a été consultée plus de 862 000 fois. L'OMC a lancé un podcast intitulé «Parlons du commerce». Le nombre d'internautes suivant les activités de l'OMC sur Twitter, LinkedIn, Facebook, Instagram et Weibo a augmenté de 13 % et avoisine les 2 millions.

Voir les pages 174 à 205.



**3,2**

Le site Web de l'OMC a enregistré un record de 3,23 millions de visites par mois, contre 3,1 millions en 2020.



**80**

L'OMC et l'ICC ont facilité un dialogue sur le commerce avec plus de 80 représentants d'entreprises pour discuter de la réponse de l'Organisation à la COVID-19 et de ses travaux futurs.